

Si le parti conservateur est au pouvoir...

M. GRAYDON: Le parti conservateur progressiste.

M. BLACKMORE: Oui, je demande pardon à mon honorable ami. J'espère que chaque fois que je ferai erreur, il me rappellera à l'ordre jusqu'à ce que je me fasse au nouveau nom. Le parti conservateur progressiste se propose-t-il de payer la dette du Canada s'il a l'occasion de le faire? Se propose-t-il de réduire l'intérêt si la chose devient possible? Se propose-t-il de réduire les impôts et, dans l'affirmative, comment obtiendra-t-il l'argent nécessaire à l'accomplissement de toutes ces belles promesses?

Ces questions ont leur importance car leur réponse permet d'arracher le masque et d'exposer la vérité, quelles que soient la sincérité et les bonnes intentions de ceux qui se proposent d'accomplir ces choses et qui ont une idée de la façon dont elles doivent se réaliser.

Hier, le premier ministre (M. Mackenzie King) a dit en plaisantant que les libéraux préconisaient depuis vingt-cinq ans le programme actuel des conservateurs progressistes. En ce cas, ces derniers feraient bien de ne pas oublier où en sont les libéraux avec ce programme. Si les conservateurs progressistes ne peuvent pas adopter certaines mesures qui diffèrent de celles des libéraux, ils ne pourront guère faire plus que les libéraux, même en ajoutant trois autres qualificatifs à leur nom.

Passant maintenant au discours du trône, puis-je discuter deux considérations qui me viennent à l'esprit. La première a trait à une chose que ne mentionne pas le discours, la seconde à trois choses qui y sont mentionnées. Celle que l'on a omise (et cela m'étonne) concerne la poursuite immédiate de la guerre. A l'heure actuelle, le Canada est menacé d'une grave pénurie de vivres. On en voit des signes partout: le peuple perd confiance d'un océan à l'autre. On lui avait promis qu'il n'y aurait pas de rationnement de certaines denrées et, deux ou trois semaines plus tard, il apprenait avec étonnement que le rationnement était imposé. Tout cela indique, non seulement l'incompétence du parti libéral à remédier à la pénurie de denrées alimentaires, mais que ce même parti semble incapable de se renseigner sur les quantités de denrées disponibles de façon à savoir au juste où nous en sommes, ce qui n'est pas à son honneur, quels que soient ses efforts pour en rejeter la responsabilité.

Les trois questions qui se trouvent dans le discours du trône ont trait aux conditions d'après-guerre. J'y reviendrai dans un instant.

A propos des vivres et d'autres articles essentiels à notre population, je dirai qu'il

[M. Blackmore.]

faut que nous assurions une production accrue et moins variable des articles nécessaires. Il serait vain de pousser notre effort de guerre jusqu'au point de ne pas tenir compte de notre population; cela ne ferait qu'affaiblir notre valeur de force combattante. N'oublions pas ce que le premier ministre a donné à entendre hier, que la guerre peut durer des années. Il s'ensuit que nous devons constituer une réserve de matériel producteur capable de soutenir l'effort national à un haut point pendant longtemps. Nous ne devons rien négliger pour assurer la production de toutes les choses que l'on peut produire au pays comme les produits laitiers, la viande, les œufs, les fruits, la provende, les légumes, le sucre, le miel, le charbon, la gazoline, le caoutchouc et autres denrées essentielles de ce genre.

La députation connaît ma façon de voir au sujet du sucre. Plusieurs années avant la guerre, j'ai dit à la Chambre que le jour viendrait où nous aurions besoin de sucre et j'ai préconisé des mesures pour augmenter la production sucrière. Le parti libéral s'est contenté d'accueillir mes propositions avec une indulgence aimable et n'a rien fait. Tout indiquait l'existence d'un plan formel de restriction de la production du sucre au pays, œuvre d'un certain groupement agissant par l'intermédiaire du Gouvernement. Je soupçonne fort qu'on exécute un plan analogue au sujet de l'essence et de plusieurs autres denrées essentielles. Si le parti libéral ne déclare pas sa ferme intention de ne pas se laisser influencer par de pareilles considérations il expose le pays au grave péril de sérieuses souffrances.

Comment stimulera-t-on la production au Canada? D'abord il faut assurer pour tout emploi d'importance capitale des salaires encourageants pour le personnel. Il faut y pourvoir, soit par des allocations fédérales, soit par des allocations versées par les gouvernements provinciaux avec l'aide du fédéral, afin que le relèvement des salaires n'entraîne pas une majoration des frais de production. Ce principe me semble fondamental. Depuis quelques semaines, on a beaucoup discuté l'accroissement des salaires dans certains établissements. Le Gouvernement s'est maintes fois prononcé contre le relèvement des salaires dans ces usines parce que cela produirait l'inflation. S'il consentait à prendre les salaires à une source extérieure afin qu'ils ne figurent pas dans le coût de production, l'augmentation ne provoquerait pas l'inflation.

J'aimerais donner lecture d'une série de chiffres ayant trait à la situation des salaires au Canada. Le recensement de 1941 indique qu'en cette année-là ceux qui touchaient moins de \$500 par année étaient dans la proportion de 35.9 p. 100 du nombre global